

Il est temps de stopper Tempo !

L'échéance du 4 septembre se rapproche. Les alertes se multiplient. Ça clignote partout !

A tous les étages de l'entreprise, directeurs, managers, opérationnels, élus du personnel, techniciens, journalistes se demandent comment réunir les conditions nécessaires et suffisantes pour mettre Tempo à l'antenne. Les groupes de travail Tempo ont confirmé que cette usine à gaz réunit tout pour exploser. A quand un classement Seveso !

Et pour certains collègues du Siège, c'est encore pire. Ils se demandent tout simplement ce qu'ils vont devenir après la disparition des éditions nationales de France 3. À quatre mois de l'échéance, aucune réponse concrète à leurs interrogations et angoisses.

Notre entreprise est attaquée de toute part en plein débat sur notre financement à venir. Notre PDG serait bien inspirée de renoncer au projet Tempo afin de retrouver en interne un peu de cohésion autour de notre avenir commun. Le directeur de l'information lui-même nous a déclaré qu'il était initialement contre ce projet, avant de le défendre, une fois nommé... Et c'est pareil pour la grosse majorité de l'encadrement. Il sait qu'on va dans le mur, mais il faut quand même y aller parce que la cheffe a dit d'y aller. C'est irresponsable, et puéril !

Face aux multiples alertes de ses cadres et des élus, la PDG a consenti à mettre 60 postes sur la table. Mais non budgétisés en 2023, d'où une grande confusion. Les directeurs régionaux disent que ces renforts arriveront en 2024, alors que devant le CSE Central, Delphine Ernotte affirme que c'est dès septembre 2023. Où est la vérité ?

Et avec Tempo, il faudra assurer 42 semaines de haute activité, contre 32 aujourd'hui. Tout est réuni pour faire péter le réseau.

Éditorialement, les études ont montré que les téléspectateurs des éditions régionales veulent encore plus de proximité. Eh bien ils en auront moins ! Les salariés veulent plus du sens au travail, eh bien ils en auront moins. En région, ils s'arracheront les cheveux pour remplir les éditions avec, proportionnellement, moins de moyens qu'aujourd'hui. Au Siège, perte de sens aussi pour ceux qui feront des reportages diffusés on ne sait quand, et on ne sait où. Sans aucun retour. La rédaction nationale n'est pas une agence de presse.

Et pour rester incohérent, l'équipe projet de Tempo a reconnu que pour mettre à l'antenne dès le 4 septembre les formats dédiés fabriqués par la rédaction nationale (longs formats, dossiers, chroniques) il faudrait quasiment doubler ses effectifs durant l'été.

Techniquement, les premiers essais de JT Tempo montrent que nous ne sommes pas prêts. Les capacités d'échanges et la coordination entre les 24 antennes et le Siège ne sont pas à la hauteur des besoins. L'improvisation oblige la direction à programmer quatre sessions de 24 numéros zéro en simultané, pendant les vacances d'été. Avec des plannings qui ne respectent pas les onze heures consécutives entre deux jours de travail. Tout ça est impossible à tenir en période de basse-activité. Ça sent le crash !

Et pour faire plaisir à la PDG, combien de vies de famille chamboulées. Finir après 20h en régions aura des conséquences lourdes pour les parents de jeunes enfants. Leurs frais de garde vont augmenter sensiblement, et sans compensation. Et tout ça pour un projet que nos téléspectateurs n'attendent pas.

Après avoir sabordé « *Plus belle la vie* » sans préparer son remplacement, l'entreprise met en danger l'autre carrefour stratégique de la chaîne. Ce risque industriel considérable peut engendrer une catastrophe majeure pour France 3. **C'est intolérable. Il faut arrêter Tempo. Maintenant ! C'est vital !**

Paris, le 22 mai 2023